

N° 15 - Année 1996 - Journal gratuit de prévention - santé de l'association EGO
11 rue Saint-Luc - 75018 Paris - tél.: 01 42 62 55 12 - fax : 01 42 62 26 95



DOSSIER EXCLUSION

NOUS SOMMES TOUS DES SANS-PAPIERS

Cet été, les événements de l'église Saint Bernard de la Chapelle, à la porte d'EGO, ont été le rappel que notre société continue de fabriquer de l'exclusion et des exclus.

Aujourd'hui, on rejette les "SANS-PAPIERS" à qui on a retiré leur titre de séjour.

Cet été les places de certaines de nos villes ont été interdites aux "SANS-DOMICILE".

La crise économique continue à produire en série des "SANS-EMPLOI", lesquels deviennent rapidement des "SANS-PROTECTION SOCIALE".

De nombreux jeunes de notre quartier ou dans les cités des banlieues sont "SANS-AVENIR".

Pour beaucoup de familles, la rentrée a coûté trop cher; elles se retrouvent

"SANS-ARGENT".

A EGO, combien viennent nous voir qui sont "SANS-RIEN"?

Ceux et celles qui ont lutté et qui luttent toujours à côté des "SANS-PAPIERS", pour obtenir qu'ils soient régularisés, se sont battus pour que les Droits Fondamentaux de tout homme et de toute femme soient respectés dans notre pays.

Alors tous ceux qui participent à la vie d'EGO, même ceux et celles qui sont "SANS-RIEN", peuvent prendre une part active afin de redonner à chacun sa place et son droit à vivre dignement.

SANS-TOI, SANS-MOI, SANS-NOUS, nous deviendrons tous, un jour, des "SANS-PAPIERS".

HENRI

S	• ÉDITO	
	Nous sommes tous des sans papiers	p. 2
O	• ÉCHOS D'EGO	
	Hommage à Henri, Curé de St Bernard	p. 3
M	• INFOS... INFOS...	
	"ONUSIDA" à Vancouver	p. 4
M	• Dossier : EXCLUSION	
	De la lutte contre la pauvreté à la lutte contre l'exclusion	p. 6
	Au nom de la loi	p. 9
A	STEP : entre exclusion et intégration sociale	p. 12
	À propos de l'église St Bernard	p. 15
I	• LA PAROLE EST À VOUS	
	Une goutte d'eau dans un océan d'hypocrisie	p. 16
R	• POÈMES, POÉSIES, PENSÉES	
	Cocaïne, dope,... / Poème d'un noir pour son homologue blanc	p. 17
E	• BLOC NOTES	
	Adresses et Bibliographie	p. 18

Hommage à HENRI, Curé de St Bernard

HENRI est arrivé sur le quartier de la Goutte d'Or l'été 1991.

Il s'est tourné vers notre association et pendant plus de 4 ans, il nous a tendu la main, nous a donné son amitié. Il a accepté de faire partie de notre Conseil d'Administration, a été élu Secrétaire du Bureau.

Il a grandement participé à la vie d'E G O.

Toujours présent, il écoutait, discutait, aidait, et cela avec beaucoup d'humilité.

Ses idées emplies de justesse, de justice, de tolérance et d'amour, nous apportaient des solutions et des éclaircissements dans certaines situations.

Henri restait toujours dans l'ombre, jamais ne se mettait en avant. Pourtant, il faisait partie de notre quotidien.

Nous l'écoutions toujours attentivement, avides de ses témoignages, de sa vision des choses, de sa philosophie, fiers de sa présence parmi nous, heureux de sa participation.

Le 3 juin 1996, lors de la réunion du C.A, il nous a appris son départ du quartier.

Nous accueillîmes cette nouvelle avec un serrement au coeur. Bien vite, une nostalgie nous envahît : *"Henri devait nous quitter pour d'autres missions"*. Le cœur gros, nous parlions autour de nous de son départ du quartier, même si nous savions qu'il continuerait à faire partie de notre C.A..

Et comme si le ciel voulait le mettre à l'épreuve, le 28 juin 96, des exclus décidèrent d'occuper son église : *"des exclus sont venus à lui"*.

C'est à la fois solitaire et intrépide qu'il fit face à la situation.

Déversant un flot de charité, il restait tout aussi disponible pour ses fidèles.

Partageant la solidarité avec les uns, faisant face à certains messages d'hostilité, voire même aux menaces de certains, Henri restait toujours imperturbable, affrontant cette nouvelle épreuve.

Et puis, Il y eut le 23 août 1996.

Comment parler de cette journée ? Un fardeau, oh combien lourd sur les épaules d'un seul homme !

L'impuissance face à la scène était manifeste.

Ceux qui sont entrés de force dans son église ce jour-là, n'avaient pas de message de paix.

Pourtant, Henri ne laissa pas tomber les *"Sans papiers de Saint Bernard"*.

Courageux face à l'adversité, il leur rendit visite plusieurs fois dans leur nouvel exil, et dans la prière se retrouvèrent.

Aujourd'hui, il n'habite plus le quartier. Comment exprimer comme il nous manque ?

Désolés de n'avoir pu l'aider plus, nous lui rendons hommage.

Nous avons de lui une image d'humanité, de justesse, d'amour et de foi.

"Très Cher Henri,

Nous te remercions pour tout ce que tu nous as apporté.

Ce n'est qu'un au revoir, et surtout pas un adieu.

Tu as été pour nous un ami, et un ami tu resteras.

Nous te souhaitons bonne chance pour l'avenir.

Que Dieu reste sur ton chemin."

SES AMIS D'EGO.



"ONUSIDA" à Vancouver

Du 6 au 12 Juillet se déroulait à Vancouver, au Canada, la XI^e conférence mondiale sur le SIDA. Les responsables d'ONUSIDA (Programme Commun des Nations-Unies sur le V.I.H./SIDA), ont réuni 15000 spécialistes de 125 pays pour débattre pendant 1 semaine de la situation de la pandémie, de l'avancée des traitements et des moyens de prévention.

Depuis son apparition, il y a 15 ans, le virus du SIDA ne cesse de progresser dans le monde. Il apparaît que près de 30 millions de personnes ont, depuis le début des années 80, été contaminées par le V.I.H.. Aujourd'hui, environ 8000 nouveaux cas de contamination sont déclarés chaque jour. Pour certains spécialistes ce chiffre est même sous-évalué. De plus, l'épidémie augmente de façon très diverse, selon les pays et les continents; un déséquilibre qui ne cesse d'augmenter différencie les situations épidémiologiques des pays industrialisés et des pays en voie de développement.

Au delà de ces constats, il y a une chose à retenir, malgré les espoirs apparus dans les nouveaux traitements, le SIDA ne cesse de progresser. Il touche aujourd'hui sur l'ensemble de la planète la même proportion d'hommes et de femmes. La maladie survient en moyenne douze ans après la contamination. Les pays du Tiers-Monde sont les plus touchés par l'épidémie, les enfants sont aussi frappés, soit atteints par le V.I.H., soit que leurs parents décèdent des suites de la maladie. Le phénomène "des orphelins du SIDA" prend des proportions dramatiques dans les sociétés traditionnelles africaines. La fréquence de l'infection par le V.I.H. chez les enfants est près de 35 fois plus élevée dans les pays du Tiers-Monde que dans les pays industrialisés.

Alors que l'Amérique du Nord et l'Europe comptabilisent 10% des cas de SIDA déclarés depuis la fin des années 70 jusqu'à l'année 96, l'Afrique elle, en compte 77%. Doit-on dire que le SIDA est une maladie des pays les plus pauvres, ou doit-on constater que la prévention et l'accès aux soins sont destinés aux pays riches ?

Les personnes séropositives et les malades vivant en France sont trop souvent victimes de l'exclusion et celle-ci est amplifiée pour les personnes vivant dans les pays les plus démunis. La France est montrée du doigt quant à son éthique sociale et médicale notamment dans les départements d'Outre-Mer. Les Antilles et la Guyane, après avoir accusé les Européens d'exporter le SIDA sur leurs terres, accusent aujourd'hui les Nord-Américains qui représentent 90% de la clientèle vacancière.

Parallèlement, une partie des jeunes en France se voit entraînée dans la spirale de l'exclusion et de la paupérisation. Beaucoup d'entre eux partent pour ces départements d'Outre-Mer, où ils sont appelés "Métro-Toxico-Séro", et subissent une très forte xénophobie de la part de l'opinion publique locale et de certains responsables des collectivités territoriales. Ce rejet de l'occident renvoie à une classification raciale de la société qui rappelle les politiques coloniales.

Les carences du dispositif sanitaire et social, encore plus importantes dans ces régions qu'en métropole, ne font qu'envenimer la situation. Les attributions de crédits ne sont pas adaptées aux réalités épidémiologiques. De ce fait, apparaissent des abus concernant le droit des personnes atteintes, principalement en matière de logements et d'emplois. Le Conseil National du SIDA (C.N.S.) déplore ces phénomènes

mais malheureusement se heurte à des réticences de la part de l'administration française.

Alors que les représentations sociales concernant les malades ont du mal à évoluer, les laboratoires pharmaceutiques, eux, donnent une lueur d'espoir. Le résultat des derniers essais thérapeutiques, à propos des traitements à base de nouvelles molécules anti-V.I.H. agissant à un moment précis de la reproduction du virus, s'avèrent prometteurs. L'Antiprothéase (), dont les résultats sont parfois spectaculaires, donnent à certains laboratoires l'envie de parler de guérison. En effet, dans un groupe de 18 patients qui ont reçu une Trithérapie (AZT, antiviral, ex. Rétrovir*, associé au 3TC, antiviral ex. Epivir* et à une Antiprothéase, ex. Indinavir*), quinze n'ont plus de trace du virus du SIDA dans leur plasma, après 48 semaines de traitement.

D'autres cas isolés ont donné des résultats très concluants. Malheureusement les stratégies commerciales sont si pressantes qu'elles pourraient étouffer la pertinence des résultats en matière de progrès cliniques.

En effet, les laboratoires pharmaceutiques se livrent à une concurrence déplacée, qui est accentuée par l'impatience de pouvoir un jour annoncer avec certitude "une guérison". Cette course à

la "découverte" est d'autant plus marquée que les pays industrialisés, pensant avoir dépassé le pic de leur épidémie, se désolidarisent quelque peu des actions internationales. Lorsque l'on sait que 92% des personnes infectées vivent dans les pays en voie de développement et que 90% des ressources sont dépensées dans les pays riches, on comprend que certains sont et seront "laissés pour compte".

La conférence de Vancouver avait donc un tout autre profil que celle de 1994 à Yokohama (Japon). Si une espérance se construit dans les nouveaux développements cliniques et thérapeutiques consolidés par l'implication des communautés touchées, l'inquiétude est toujours présente car l'épidémie continue de progresser, l'Afrique se meurt et en Asie la situation s'aggrave de façon vertigineuse. Les gouvernements semblent toujours hésitants à investir les ressources nécessaires et l'on sent un recul de la solidarité mondiale.

"Faudra-t-il attendre la XII^e conférence mondiale sur le SIDA pour voir l'éveil des consciences ?" Nos dirigeants politiques nous disent de garder espoir mais en phase terminale de la maladie, même le plus grand espoir n'a eu la force de vaincre le virus.

YVES.

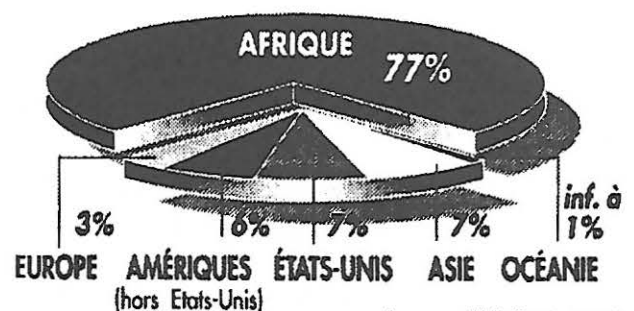
* Noms commerciaux.

27,9 millions de personnes contaminées

Répartition estimative des cas d'infection à VIH depuis la fin des années 70 (en millions) :

▶ AMÉRIQUE DU NORD	1,2
▶ AMÉRIQUE LATINE	1,6
▶ EUROPE OCCIDENTALE	0,6
▶ EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE	0,03
▶ AFRIQUE SUBSAHARIENNE	19,0
▶ AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT	0,2
▶ ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE	0,04
▶ ASIE DU SUD ET DU SUD-EST	5,0
▶ AUSTRALASIE	0,02

Cas de sida estimés depuis la fin des années 1970 jusqu'à mi-1996 :



Source : ONUSIDA, 1996.

DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



Depuis quelques années, le terme d'exclusion est entré dans le langage courant donnant à cette notion une définition propre à l'ampleur des problèmes que rencontrent les personnes touchées par la précarité.

A l'origine, la définition du mot "exclusion" signalait un retranchement ou plus souvent une interdiction, que l'on signifiait à des individus, d'accéder à la société. Aujourd'hui, ce concept d'exclusion englobe à la fois la pauvreté, le chômage et le manque de liens sociaux. Si le phénomène n'est pas nouveau, il est désormais synonyme d'une précarité quasi irréversible, d'une élimination et d'une marginalisation qui souvent engendrent un retranchement sans espoir de retour à la "normalité".

L'exclusion est un phénomène contemporain et un produit des carences de la croissance économique de ces dernières décennies. Fruit d'une forme d'impuissance des politiques publiques pour lesquelles elle représente un défi essentiel, l'exclusion vient aujourd'hui souligner les limites des sociétés modernes incapables de réduire ce que l'élite politique et les médias appellent "la fracture sociale".

Historiquement, le concept d'exclusion prend ses sources au moment des grandes famines qui ont donné naissance aux traditions de charité et de bienfaisance dont l'apogée se situe en France au XVII^e siècle. En effet, le règne de Louis XIV, période de

rayonnement politique, culturel et militaire, est aussi le spectacle d'une grande misère et marque le développement de la pauvreté chez les moins nantis. L'Eglise prône la charité et les discours religieux suscitent au sein de la noblesse et de la bourgeoisie des attitudes généreuses vis-à-vis des pauvres qui font l'aumône, malheureusement trop souvent parce que ces actes de charité représentent des valeurs synonymes d'anoblissement.

Apparaissent alors les premières grandes institutions religieuses, (Saint Vincent de Paul et les Filles de la Charité), qui visent une mission d'assistance et d'éducation dans les principes de la foi chrétienne. Au XVIII^e siècle Voltaire souhaite la disparition de "la charité, ce mot infâme".

Au début de la Révolution Française, alors que la lutte contre la pauvreté était laissée à l'initiative privée, la Constitution affirme :

"La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler" (art.21).

La Révolution institue un service national d'assistance permettant de recenser les personnes en difficulté et lorsqu'il s'agit de veuves avec enfants, de vieillards ou d'infirmités, leur assurer une assistance médicale gratuite. Les principes fondateurs de notre sécurité sociale sont désormais posés.

Le XIX^e siècle voit naître avec l'industrialisation florissante, des mouvements de solidarité et la lutte contre la pauvreté se constituent. L'Etat prend conscience de la question ouvrière. La III^e République organise le premier congrès de l'Assistance Publique en 1884 à Paris et vote les lois d'assistance en 1893.

Au début des Trente Glorieuses (1945-1975), l'amélioration de l'habitat et du logement, l'augmentation du pouvoir d'achat, ainsi que les meilleures conditions

À LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

sanitaires et sociales laissent penser que les phénomènes de misère et de pauvreté feront désormais partie du passé. La généralisation de la Sécurité Sociale représente le progrès le plus considérable des conditions de vie de l'après-guerre. Malheureusement les mutations socio-économiques (l'industrialisation, l'exode rural et l'accroissement démographique), accélèrent la concentration urbaine et l'on voit la pénurie de logements apparaître dans les grandes villes et des situations de grande pauvreté surviennent pour les familles qui ne trouvent pas à se loger. La paupérisation ne cesse de s'accroître.

L'hiver 1954 est redoutable et à Paris des personnes meurent de froid. L'abbé Pierre, fondateur d'une communauté baptisée Emmaüs a l'idée d'un appel à la population. Cet appel déclencha un fabuleux élan de solidarité dépassant toutes les espérances de son protagoniste. L'abbé Pierre comprend alors l'avantage qu'il peut tirer de ce mouvement et décide de bâtir une véritable politique d'aide et d'assistance aux populations les plus démunies. Il obtient du Gouvernement et du Parlement le vote d'un plan d'urgence de 12000 logements de première nécessité. Depuis, Emmaüs s'est développé et reste une des communautés les plus investies dans l'aide aux plus démunis.

1957 voit naître l'Association ADT Quart-Monde qui regroupe des familles en situation d'extrême pauvreté. Cet organisme, d'abord national puis international, mobilise des volontaires pour aider les populations

précarisées à retrouver leurs droits et leur dignité. ADT Quart-Monde a collaboré à la création de nombreuses écoles maternelles, des bibliothèques de rue et des universités populaires favorisant ainsi l'accès à la culture.

Malgré une stabilité du taux de pauvreté durant une période comprise entre le début des années 60 et la fin des années 70, le choc pétrolier de 1979 engendre de grosses modifications dans la situation des populations mondiales. C'est au milieu des années 80 que l'on voit apparaître une augmentation de la pauvreté, due bien sûr à la montée du chômage qui découle d'une évolution technologique industrielle accélérée.

L'importance du phénomène entraîne la mise à l'écart de catégories entières de salariés qui se trouvent désormais dans des périodes de chômage de plus en plus longues et ceux que l'on nommait jusqu'alors les "nouveaux pauvres" deviennent dans les médias et dans les discours politiques, "les exclus". Ces personnes en situation de grande précarité doivent faire face, non seulement à l'absence d'activité professionnelle, mais aussi à l'affaiblissement des liens sociaux, à des ruptures conjugales, des situations d'isolement et des difficultés de logement.

Toutes ces situations problématissent l'insertion des jeunes, malgré l'élévation du niveau scolaire et ne font qu'accroître la fracture sociale. Des familles entières se tournent vers les services sociaux qui, face à l'urgence des besoins et aux carences du

(Suite page 8)



De la lutte contre la pauvreté à la lutte contre l'exclusion (suite de la page 7)

système public, ne peuvent répondre à la demande. Les populations font alors appel aux associations caritatives pour obtenir de quoi survivre.

Dans bon nombre de pays des opérations de solidarité se mettent en place. Créée par Coluche en 1985, l'opération "Restaurants du Coeur", rapidement soutenue par des personnalités du monde du spectacle, a su réveiller la conscience de l'opinion publique. La France réalise l'ampleur du fossé creusé entre une société économique développée et les "laissés pour compte" de la croissance économique.

Le mécanisme du R.M.I., une fois instauré, assure un minimum de sécurité aux démunis et donne l'impression de contenir la pauvreté dans certaines limites.

Des mesures urgentes sont aujourd'hui nécessaires car on assiste au développement continu de la précarité et de l'exclusion sociale. La France, comme tous les pays d'Europe, est touchée par ce phénomène grandissant. On comptabilise sur l'ensemble des états membres de l'Union Européenne, 52 millions de personnes vivant dans une situation de pauvreté (chiffre probablement sous-évalué).

Malgré les mutations technologiques et la croissance économique qui se sont succédées durant les dernières décennies et qui étaient censées bâtir une société

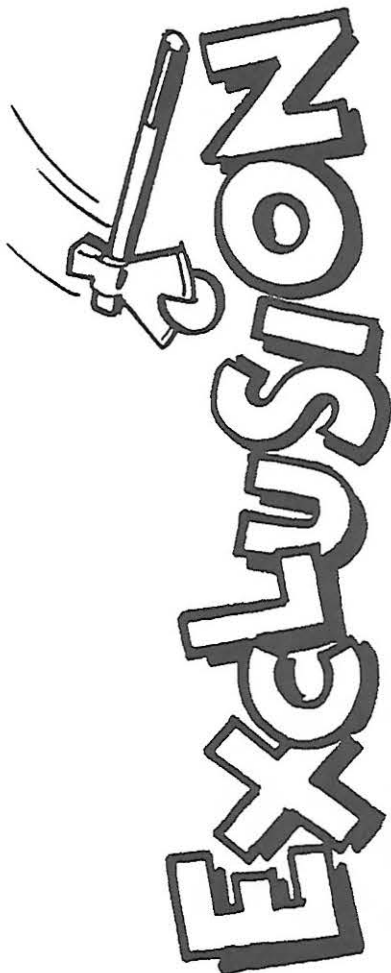
plus conforme à la démocratie et aux valeurs de liberté et de solidarité, on ne peut que s'inquiéter face à la montée de l'exclusion qui ne cesse d'entailler le tissu social.

"L'exclusion est-elle le produit ou le résultat d'un défaut de la cohésion sociale globale ?"

Les sociologues se penchent sur le problème et il semblerait que les mécanismes actuels de cohésion sociale ne favorise plus les mêmes formes de solidarité. Les sociétés traditionnelles caractérisées par une forme de solidarité dite "mécanique" favorisaient le lien social et l'union des individus dans un fonctionnement communautaire dans lequel le groupe est soudé et nourrit une solidarité organisée qui, de ce fait, peut atteindre son paroxysme. Les sociétés modernes, elles, engendrent une forme de solidarité dite "organique" qui crée une relation basée sur l'organisation du travail. Le lien social est alors fondé seulement sur la position sociale et ne rassemble que les individus qui recherchent cette forme de lien. La solidarité pure devient factice et l'on constate que les sociétés modernes ne peuvent que stimuler l'individualisme.

Cet individualisme ne fait qu'accroître le phénomène de l'exclusion, qui ne s'attribue pas uniquement à des difficultés financières ou professionnelles. Car le plus terrible c'est ce qui découle de ces difficultés, à savoir la rupture du lien social qui pousse à l'isolement.

Pour y remédier, il serait peut-être plus facile de faire tout d'abord appel à l'humanité individuelle et collective en attendant que les grandes théories politiques se concrétisent. Aujourd'hui la spirale de l'exclusion n'est pas si loin de nous et risque à tout moment de nous entraîner avec elle. Si ce jour arrive, souhaitons que quelqu'un pose sur nous un regard sans mépris car n'oublions pas que la lutte contre l'exclusion passe par chacun d'entre nous.



AU NOM DE LA LOI



Au nom de la loi, le 22 Mars, les forces de l'ordre interviennent à l'église Saint Ambroise pour arrêter les "Sans-Papiers".

Au nom de la loi, le 23 Mars, les tribunaux annulent 40 mises en rétention pour vice de procédure.

Au nom de la loi, le 24 Mars, les forces

de l'ordre interviennent au Gymnase Japy pour en déloger ces mêmes "Sans-Papiers".

Au nom de la loi, le 25 Mars, une quinzaine de personnes arrêtées la veille sont remises en liberté pour vice de forme.

Au nom de la loi, il semblerait qu'on fasse vraiment n'importe quoi...

Et les "Sans-Papiers", eux, ils font quoi?

Le 29 Mars, ils sont invités à la Cartoucherie de Vincennes par Ariane Mnouchkine. C'est là que sera formé le Collège des Médiateurs, si peu entendu par les pouvoirs publics.

Le 10 Avril, la ballade continue et mène les "Sans-Papiers" dans des locaux S.N.C.F. de la rue Pajol. Ils quitteront cet endroit pour s'installer, le 28 Juin, à l'église Saint Bernard.

Le prêtre de la paroisse, Henri Coindé, refuse de signer l'ordre de réquisition présenté par la Préfecture. Fidèle à ses principes de

charité chrétienne et de fraternité, le père Coindé soutient et soutiendra jusqu'au bout le mouvement des "Sans-Papiers". Il leur apportera aide et réconfort avec une constance jamais démentie, et sera toujours debout à leurs côtés au matin du 23 Août...

Car ce matin-là, au nom de la loi, ça recommence... Le 23 Août, plus d'un millier de C.R.S. et de Gardes Mobiles bouclent le quartier de la Goutte d'Or. A 7h50, la police donne l'assaut. Avec coeur, parce qu'il convient d'en avoir. Avec humanité, parce qu'il faut savoir rester humain. Avec des haches, parce que les portes de l'église sont fermées; (il faut bien les ouvrir). Et avec des gaz lacrymogènes, parce que ce n'est jamais qu'un détail...

Ensuite, il y a des mots inévitables. Des mots tels que CENTRE DE RÉTENTION, BRUTALITÉS POLICIÈRES, CHARTERS, NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS LES PLUS ÉLÉMENTAIRES...

Mais je ne m'étendrai pas sur les diverses formes d'humiliation subies par les "Sans-Papiers" et leurs sympathisants. Chacun a pu lire dans la presse le compte-rendu plus ou moins fidèle de tout ce que ces femmes, ces hommes et ces dizaines d'enfants en bas âge ont eu à subir de la part de ceux qui ont pour charge de faire respecter la loi.

C'est au nom de l'Etat de Droit que les "Sans-Papiers" ont été traînés hors de l'église Saint Bernard. Ce jour-là, tout autant que les individus, c'est l'Etat de Droit qui a été bafoué. Les méthodes employées par les autorités françaises pour tenter de régler le problème posé par les "Sans-Papiers" sont inacceptables dans un pays qui se veut démocratique, égalitaire, et respectueux des droits. Malheureusement, force est de constater qu'un tel état de fait n'est nullement inhérent au problème des "Sans-Papiers". Il y a dans ce

Au nom de la Loi (suite de la page 9)

pays des mots qui chaque jour sont inévitables, des mots auxquels on se retrouve sans cesse confronté, qu'on soit chômeur, prostitué(e), toxicomane, prisonnier, S.D.F., ou plus banalement ouvrier, immigré, militant... Qu'on soit exclu du système social ou en contradiction avec la norme, on est quotidiennement victime de la répression et du mépris.

Car il n'est pas nécessaire d'avoir la peau noire, ou d'être démuné de papiers pour se voir outragé, rejeté, écrasé... Il n'est pas nécessaire de s'opposer ouvertement au gouvernement pour avoir à subir affronts, avanies, vexations... Même s'il est vrai que certaines attitudes, certaines identités exposent davantage à l'oppression, ne serait-ce qu'en conséquence de la ghettoïsation des minorités ethniques, destinées à servir de boucs émissaires en réponse à l'expansion des conflits sociaux, (Phénomène légalement accentué par la mise en accusation de personnes ayant porté assistance (hébergement et aide alimentaire) à leurs semblables en "situation irrégulière").

Stigmatiser les "Sans-Papiers" relève d'un faux débat. On peut faire le parallèle entre la question des réfugiés (économiques ou politiques) et la lutte contre la toxicomanie. Dans le second cas, les pouvoirs publics, les médias dans leur ensemble et les citoyens "lambda" focalisent sur le produit au détriment des retombées (souvent criminelles) de la prohibition. On omet généralement de prendre en considération la problématique socio-économique des pays producteurs de drogue, ainsi que les raisons du profond malaise des usagers de substances illicites - malaise qui se caractérise par

un mode de consommation effrénée. Dans les deux cas, la question des rapports Nord-Sud est indissociable de toute tentative d'analyse pertinente.

Pour en revenir plus précisément aux "Sans-Papiers" de Saint Bernard, lors de l'intervention des forces de l'ordre, le gouvernement a argué d'une décision de justice et de préoccupations sanitaires. Ces dernières semblent rarement prédominantes si l'on se réfère aux conditions déplorables dans lesquelles doivent survivre les immigrés placés dans des foyers. Quant aux grévistes de la faim, leur état de santé n'était que la résultante d'un pourrissement de la situation imputable à la politique actuelle du gouvernement, (La décision de justice, elle... Apparemment, d'une autre teneur que les décisions de justice exigeant l'évacuation de l'église Saint Nicolas du Chardonnais, occupée depuis une vingtaine d'années par des intégristes catholiques...).

Aujourd'hui, quid des régularisations annoncées ?



Comme l'a rappelé le Conseil d'Etat, très peu de gens auraient pu être régularisés si l'on avait appliqué à la lettre les lois Pasqua. Il y a donc eu une volonté politique de régulariser certains cas en contradiction avec les textes. Ce qui tend à démontrer que le gouvernement ne peut faire appliquer des lois iniques lorsqu'il y a une réelle mobilisation de la population.

Mais peut-on parler de "régularisation" sans préciser que cela ne concerne qu'un tiers des dossiers, environ, et que les dites régularisations ne portent que sur une période de trois mois, et non de dix ans comme prévu initialement?

Ceux que l'on appelle les "Sans-Papiers" de Saint Bernard sont maintenant logés dans un local privé au 32 rue du Faubourg Poissonnière. Ils y attendent ce qu'ils attendent depuis qu'ils sont sur le sol français, c'est-à-dire la reconnaissance de leurs droits fondamentaux. Droit au travail. Droit à un logement décent. Droit à une libre circulation. Droit d'exister en dehors des tracasseries administratives, de la répression, de la négation du droit imprescriptible à la dignité...

Une dignité que les "Sans-Papiers" de Saint Bernard ont su préserver, envers et contre tout. Une dignité reconnue par la majorité des citoyens, qui ont reconnu également la légitimité de la lutte des "Sans-Papiers" et qui ont défilé à leurs côtés lors des nombreuses manifestations organisées à ce propos. Une dignité que rien ne pourra entamer, et c'est bien compréhensible, au pays des Droits de l'Homme... et de la Femme ?

S'il faut retenir un terme, c'est celui de SOLIDARITÉ. Sans doute le maître mot -



celui qui a donné sa force au mouvement des "Sans-Papiers".

La solidarité est nécessaire - vitale - entre exclus réels et exclus potentiels. Chacun a quelque chose à apporter dans la lutte pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, pour donner du sens à ces mots, qu'ils soient enfin autre chose qu'un sinistre mensonge gravé au fronton des édifices publics. (Suite page 10)

Sur le fond, hormis une poignée de nantis, nous sommes tous dans la même galère. Mais je veux croire qu'un jour nous aborderons des rivages plus sereins... à condition de ramer à l'unisson, en regardant vers le même horizon.

Car tant que les victimes se déchireront entre elles, les oppresseurs pourront dormir sur leurs deux oreilles.

ALAIN

STEP : ENTRE EXCLUSION ET



S.T.E.P., c'est le nom donné au local d'échange de seringues de l'association EGO. Au sens propre, cela signifie :

Seringues
Tampons
Eau
Préservatifs

et caractérise l'activité fonctionnelle de notre local. Au sens figuré, cela évoque le "pas",

un pas de plus vers la Réduction des risques socio-sanitaires chez les usagers de drogues.

Ce "pas" renvoie également à la crise de notre scène sociale. Les médias nous le rabâchent suffisamment: la vie sociale est aujourd'hui marquée par un clivage séparant ceux du "dedans", c'est-à-dire ceux qui travaillent, consomment, épargnent... de ceux qui sont "dehors" ou "en marge", les "sans" comme on les appelle: "sans papiers", "sans domicile", "sans travail", ... A force de construire de "beaux" concepts sur l'exclusion, on finit par créer une frontière symbolique omniprésente entre deux catégories de citoyens. Ainsi, STEP, ce "pas", vient en quelque sorte combler le fossé. Ne souhaitant raisonner ni en terme d'exclusion, ni en terme d'intégration, STEP est là, au milieu, réunissant les uns et les autres dans un projet commun.

En effet, STEP s'appuie, à travers l'association EGO, sur une démarche de

travail communautaire. Cela veut dire que face à l'exclusion sociale, nous souhaitons proposer une alternative nouvelle par la création de réponses collectives, qui impliquent les individus comme acteurs à part entière de leur propre devenir, postulent leur citoyenneté et développent, par là-même, leur lien avec leur environnement social. Les individus ne sont donc plus "objets" d'une intervention sociale extérieure, mais "sujets" de cette action par une participation à sa construction et à sa validation.

Ainsi STEP est un projet qui résulte de la collaboration entre des habitants du quartier de la Goutte d'Or, des usagers de drogues et des professionnels, qui ont mis en commun leurs savoirs et savoir-faire différents, afin de mettre en place une action, la plus adaptée possible à son environnement. Par ailleurs, beaucoup d'acteurs sociaux du quartier ont été sollicités pour affiner les caractéristiques du projet (associations de la Goutte d'Or, pharmaciens, médecins, police locale, etc...) et déterminer un consensus général quant au lieu d'implantation du local.

STEP est aujourd'hui le premier programme fixe d'échange de seringues de type communautaire, ouvert 7 jours sur 7, de 19h30 à 23h30. La prévention des risques socio-sanitaires liés à l'usage de drogues est au cœur du projet, qui définit STEP comme un lieu d'information/prévention Sida et Hépatites et également d'orientation.

Chaque soir, 20 à 30 usagers de drogues passent au local pour se procurer du matériel d'injection stérile. Seringues, tampons alcoolisés, eau stérile, tubes, préservatifs, plaquettes d'information, journaux de prévention... sont à leur disposition. Et, chaque soir, 1 à 2 thermos de café sont préparés et des gâteaux proposés. En effet, les usagers de drogues aiment bien rester un peu, le temps de boire quelque chose, de se reposer,

INTÉGRATION SOCIALE

de parler. Ici, pas de relations de "professionnels" à "clients", nous sommes tous des citoyens de même "catégorie". C'est donc d'individu à individu que le contact se crée, sans jugement, sans moralisme, sans voyeurisme. Les usagers de drogues nous racontent leurs journées, leurs galères pour trouver leurs produits, leurs problèmes de couples ou avec leur famille, leur souffrance physique et morale, leurs souhaits d'abstinence, leur projet de vie... Ils ne sont pas, pour la plupart d'entre eux, d'un tout jeune âge (la moyenne étant de 30 ans), et ont derrière eux un très long passé de toxicomanie. Pour la plupart, ils sont consommateurs d'héroïne, même si beaucoup d'entre eux sont polytoxicomanes, associant héroïne et cocaïne/crack ou héroïne et médicaments (rohypnol,...). C'est pourquoi, beaucoup de conseils pratiques sur les modalités de réalisation des shoots sont donnés aux usagers. Il s'agit de faire en sorte que, face à l'épidémie du SIDA et des Hépatites, ils aient une hygiène minimum pour rester en vie. Car, jusqu'à présent, on meurt toujours du SIDA; alors que la drogue, on peut s'en sortir, quoiqu'en disent certains!

La situation d'extrême précarité dans laquelle ils vivent n'est pas sans conséquence sur leur état de santé physique. Abscesses, veinites, dermatoses, plaies aux pieds..., sont des phénomènes très courants. Chez les femmes, se rajoutent de fréquents problèmes de gynécologie, car, se soigner n'est pas une chose facile lorsqu'on est "toxico". D'abord, il faut avoir une couverture sociale qui puisse prendre en charge l'ensemble des soins nécessaires. Or, même si beaucoup d'usagers de drogues qui fréquentent STEP ont eu, notamment par l'intermédiaire du RMI, la sécurité sociale, encore faut-il

être accepté en tant que "toxicomane" dans un service hospitalier de médecine générale. Ensuite, même si cette première étape est franchie, il reste à gérer le manque qui peut apparaître si les soins demandent un certain temps. Arrivé ce moment, l'épisode se termine souvent par un échec.

Un des objectifs du programme est donc de rétablir le contact entre, d'un côté, les usagers de drogues sensibilisés par ces échecs multiples avec les institutions, et de l'autre, le réseau socio-sanitaire existant, gérant difficilement ces relations avec les "toxicos". Pour ce faire, un travail de partenariat et de sensibilisation est réalisé avec tout un ensemble de structures susceptibles de pouvoir répondre aux demandes qui nous sont formulées.

Un autre aspect du projet concerne la relation des usagers de drogues avec leur environnement social. L'image du "toxicomane" renvoie souvent à des aspects négatifs dans les mentalités de "Mr et Mme

(Suite page 14)



STEP entre exclusion et intégration sociale (suite de la page 13)

Tout le monde". Ainsi, il serait un individu "pervers", sous l'emprise totale de son produit, "délinquant" pour pouvoir acheter sa drogue et "irresponsable" dans sa consommation, etc... EGO a toujours milité pour revaloriser l'identité de l'usager de drogues comme un citoyen responsable, ayant des droits et des devoirs comme n'importe lequel d'entre nous, et comme un agent de prévention détenteur d'un savoir et d'une expertise indispensables pour connaître les comportements à risques et adapter les actions de prévention.

A STEP, nous avons pu constater, une fois encore, que les usagers de drogues étaient tout à fait capables de modifier leurs comportements à risques et de respecter leur environnement. Ainsi, nous avons un taux de récupération de seringues usagées de près de 70%! Beaucoup d'habités réalisent un travail de rue pour ramasser des seringues souillées dans certains lieux de consommation. Et, tous nous font part de leur souci de ne pas laisser de matériel souillé là où ils se shootent.

Par ailleurs, nous sollicitons beaucoup les UD qui nous expliquent volontiers les caractéristiques des produits qu'ils utilisent, les mélanges qu'ils réalisent, les techniques de shoot, les lieux où ils achètent, leurs modes de vie... C'est grâce à toute l'information qu'ils nous donnent qu'on a pu cibler nos stratégies de prévention. Par exemple, nous réfléchissons actuellement à l'opportunité de mettre à disposition des usagers de drogues qui fument le crack, des embouts jetables et adaptables sur les pipes qu'ils utilisent.

Les usagers de drogues sont donc dans notre démarche de travail des partenaires actifs.

C'est à travers de tels constats que l'image du "toxicomane" peut être revalorisée, d'où l'importance d'impliquer les acteurs du quartier dans le processus de réflexion concernant cette action. C'est pourquoi l'équipe de STEP a mis en place un groupe de consultation chargé de suivre l'évolution du projet et composé de représentants du quartier (habitants, représentants d'associations, médecins, pharmaciens, police, politiques, ex-usagers de drogues, structures de soins). Ainsi, les actions de prévention en terme de Réduction des Risques sont mieux comprises et mieux acceptées par les interlocuteurs du quartier et les préjugés à l'égard des usagers de drogues s'atténuent.

En conclusion, en tant qu'espace communautaire, STEP est ouvert à tous. Chaque soir, d'autres personnes, non consommatrices de drogues, qu'elles habitent le quartier ou l'immeuble, viennent nous voir pour des préservatifs ou des conseils sur des questions de santé. Ils croisent les usagers de

drogues qui sont là, et discutent quelques minutes avec eux et l'équipe. Ainsi, chaque soir, des habitants de la Goutte d'Or et des usagers de drogues du quartier se rencontrent, se parlent, se respectent, alors qu'ils n'auraient peut-être jamais eu l'occasion de se connaître ou de s'accepter sur le même territoire. Ici, la frontière de l'exclusion sociale est pour un temps oubliée. Une habitante de l'immeuble est même devenue bénévole au sein du projet. Si elle a pu avoir quelques réticences, au début, par rapport à l'ouverture d'un local d'échange de seringues juste en dessous de chez elle, elle fait désormais partie du projet et se montre très attentionnée auprès des UD.

STEP est donc un ensemble de petits "pas" vers la Réduction des risques socio-sanitaires liés à l'usage de drogues, vers la citoyenneté des UD, vers la prise en charge par les habitants des problèmes de leur quartier, vers un nouveau rôle des professionnels, vers une meilleure accessibilité des institutions, vers une nouvelle réponse politique.. Souhaitons que ces "pas" continuent de progresser, pour qu'enfin la radio et la télévision cessent de répéter que la "fracture sociale" augmente de jour en jour.

CÉCILE



À PROPOS DE L'ÉGLISE St BERNARD



Le 18 Mars 1996, 300 Africains demandent la régularisation de leur statut et ce dans un climat national qui ne fait que traduire l'esprit de notre société : Intolérance et Indifférence.

C'est alors que commence pour eux une période d'errance à travers la capitale. De la paroisse Saint Ambroise, aux entrepôts SNCF de la rue Pajol, en passant par

plusieurs lieux d'accueil plus ou moins chaleureux, ces Africains ont cherché à se faire entendre et n'ont obtenu pour seule réponse que les ordres d'expulsions successifs.

Le 28 Juin, ils investissent l'église Saint Bernard, au coeur du quartier de la Goutte d'Or. S'organise alors, dans une ambiance tendue et précaire, un quotidien plus qu'incertain. Ils poursuivent la lutte contre l'exclusion et contre l'incohérence des lois sur l'immigration, tandis que le monde entier a les yeux tournés vers Atlanta et ses Jeux Olympiques.

Aussitôt soutenus par le curé de Saint Bernard, Henri Coindé (que je salue respectueusement), auquel se sont ajoutées des associations de solidarité et une foule de sympathisants, ils ont attendu de longues journées et de longues nuits.

Des femmes, des enfants et des hommes, dont certains ont entamé une grève de la faim qui durera 52 jours, ont vécu dans l'angoisse et l'incertitude, au rythme des pourparlers avec les politiques, et des visites du service sanitaire et social qui leur est venu en aide.

Le 23 Août, c'est la raison du plus fort qui l'emporte et vient bafouer une fois de plus les Droits de l'Homme.

Encercler un quartier tout entier, s'arnacher

comme pour affronter l'ennemi, brandir la hache et les matraques contre les portes d'un lieu Saint et contre ceux qui crient trop fort leur solidarité aux exclus, n'ont pas soulevé l'ombre d'un scrupule. Ils ont chargé, ils ont saccagé, ils ont frappé, ils ont interpellé et réquisitionné. Les ordres étaient les ordres.

Plusieurs brigades représentant plus d'un millier d'hommes en armes, ont assailli moins de 300 "Sans-Papiers" sans défense, parmi lesquels une cinquantaine d'enfants.

• "A cet instant, où était la conscience collective de notre pays et surtout la conscience individuelle de ceux qui ont exécuté les ordres?"

• "En agissant ainsi notre gouvernement n'alimente-t-il pas certains mouvements de pensées qui nous ramènent à d'horribles souvenirs?"

• "Où sont les valeurs et les traditions humanistes de notre pays?"

• "Comment ne pas s'inquiéter face à ce phénomène d'exclusion grandissant?"

Malheureusement, c'est au quotidien que se vivent les situations d'exclusion, et c'est avec mépris que trop souvent on traite ceux qui ne sont pas comme nous.

A l'époque où le mot MEDIATION nous est "servi à toutes les sauces", nous en avons vu là un bel exemple. Au moment où les forces de l'ordre ont chargé, il n'était plus question de médiation.

• "Comment ne pas exprimer un sentiment de honte face à tant d'intolérance et de valeurs perdues?"

YVES



Une goutte d'eau dans un océan d'hypocrisie

L'exclusion.

Il y a les exclus et ceux qui excluent sur toute la planète. Mais j'aborderai ce virus au sujet du pays dans lequel je survis et qui se prétend être celui des droits de l'Homme : liberté, égalité, fraternité, ces grands mots; mots qui nous bassinent l'esprit parce qu'ils mentent lamentablement. On planque la misère dans des foyers-prisons, dans des hôtels si sordides que la déprime s'engouffre toujours un peu plus au plus profond de nous-mêmes. Cela dit, on peut "s'estimer heureux" d'avoir un endroit où poser son sac et dormir dans un lit. Oui, mais pour combien de temps?, Combien de jours? Combien de chances nous laisse tout ce système débile lorsqu'on est à zéro et que l'on se débat pour préserver l'espoir de redécouvrir un jour une lumière, un soleil, une vie? Et souvent, on reprend cette route, solitaire et misérable : la route de la misère.

Toutes ces batailles que l'on mène avec l'administration, d'une lenteur qui n'en finit jamais. L'exclusion, cette douleur sans remède, qu'il faut défoncer à coups de poings, d'un coup de tête, à coups de tête.

Je cours à toutes les portes en traversant les couloirs du métro et je les vois à chaque station, la dérision et la dérive de ceux qui ont baissé les bras depuis longtemps déjà, ceux pour qui plus rien n'est possible. Les patrouilles de "flics" qui se multiplient, les contrôles de "qui tu es?", les contrôleurs dans leurs fringues "fliquées" qui s'acharnent sur les bronzés, tous ces cerveaux anesthésiés, assermentés. Moi aussi, j'ai failli leur laisser ma peau. J'ai désiré m'endormir à tout jamais dans l'infini néant où j'avais plongé. Et me revoilà, je fonce dans la jungle

et je suis une assistée de cette société qui me répond parfois qu'elle m'a suffisamment aidée et qu'il faudrait arrêter les frais. J'ai choisi de me battre pour retrouver une "identité", ma créativité, me battre pour ceux que j'aime, pour moi, contre l'inégalité. Me battre contre l'océan d'hypocrisie où je ne suis qu'une goutte d'eau. J'ai la rage de vivre et je ne me fais aucune illusion sur la portée de mon message, j'écris pour toi, l'exclu, toi à qui la misère matérielle a engendré la misère morale, toi qu'on a incarcéré dans ces murs de torture, toi l'être blessé où remue le couteau dans la plaie, toi qui déambule dans les labyrinthes sombres et je te hurle "bats-toi"!

Contre la pilule que l'on veut t'ingurgiter, contre les lavages de cerveau pour mieux te diriger, qui que tu sois, prends ce devoir de vivre, ne t'exclus pas de toi-même. Quand le flip t'envahit ces soirs de tristesse dans les rues d'une "babylone" où chaque porte est codée, que tu t'arrêtes là sur le pavé glacé et que tu fermes les yeux envahis de détresse. Quand tu fais le numéro vert qui n'arrive jamais, lèves-toi avec l'aube et continue ta lutte, elle sera ta victoire. Les "honnêtes citoyens" détournent les yeux quand ils croisent celui qui mendie, celui qui dort sur un banc, ce démuné de tout.

Les "honnêtes gens" se bouchent les yeux, les oreilles et le reste, ils ont peur et se précipitent dans leur cocon blindé et branchent la télé.

Il y a en bas de chez vous "braves gens" des yeux livides qui regardent vos fenêtres éclairées tandis que vous "mâtez" les infos sanglantes et que, désolés, vous attendez tranquillement l'heure du film.

MAGALI

LA PAROLE EST A VOUS

Cette rubrique est un espace de parole pour tous ceux qui souhaiteraient s'exprimer à propos d'un sujet traité ou bien nous faire part de leurs suggestions pour en aborder d'autres. Cela peut être aussi réagir à propos de l'exclusion sociale, la toxicomanie, la prévention, etc... ou bien utiliser l'écriture comme un moyen de garder le contact avec nos lecteurs et nous-mêmes.

Envoyez votre courrier à :

Association EGO - Journal Alter Ego - 11, rue Saint-Luc - 75018 PARIS

COCAÏNE, DOPE, HÉROÏNE, BLANCHE, CAME, POUDRE, NEIGE...

Tous ces mots doux, qui n'ont l'air de rien
Même pas agressifs, et qui tuent chaque jour un peu plus.

Ces mots qui font partie du quotidien,
Qui remplissent toute une vie, et qui invitent à la mort...

Cette traîtresse leur fait du charme,
Elle les séduit et leur demande de plus en plus,
Et puis, elle les insulte, les humilie, les détruit.
Et toujours avec ce sourire, cette petite étincelle,
Qu'elle leur met dans les yeux.

Elle les épouse, mais pour quelques minutes de bonheur,
Elle fait vivre des jours et des années de souffrance.

Elle est cruelle, égoïste, et l'on ne peut s'empêcher
De la personnifier.

C'est une femme, c'est une héroïne, qui porte bien son nom...

Combien de vices cache-t-elle sous ses charmes?
Combien en a-t-elle séduit?
Combien sont-ils à penser qu'ils peuvent s'en passer,

Alors qu'ils vivent pour elle?
Pourquoi ne peut-on pas l'arrêter?
Elle est purement féminine, rien de grossier,
Tout en finesse, de la poudre, blanche, légère, chère.
Chacun est seul avec elle,
C'est un duo, une histoire de feeling.

Elle fait peur à ceux qui ne la connaissent pas.

Certains l'aiment tellement,
Qu'ils veulent s'en approcher de très très près.
Ils désirent connaître ses limites,
Mais la traîtresse ne permettra jamais à personne
De connaître les limites du délire.

Alors elle tue.
Mourir dans un rêve, c'est beau.
C'est une aventure, c'est très physique,
C'est un amour à fleur de peau.

Quand on en tombe amoureux,
On la désire vraiment, on la cherche.
On oublie les autres pour elle,
On se diminue pour elle, on la défie,
On ne vit que par et pour elle.

Même si elle fait souffrir, on s'y attache.
Elle se fait désirer, se montre irrésistible.

On l'aime, ou on la déteste,

Mais on ne reste pas indifférent.

Elle fait des malheureux,
Ceux qui ont tout quitté pour elle
Qui ont donné leur vie pour elle
Ceux qui se croyaient plus fort qu'elle,
Qui pensaient la dominer,
Et qui se sont pris à son piège,
Et qui pleurent aujourd'hui sur l'épaule d'une femme,
L'autre, la vraie.

Abdellah

POÈME D'UN NOIR POUR SON HOMOLOGUE BLANC.

Cher frère blanc

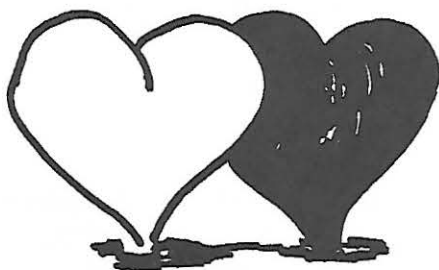
Quand je suis né, j'étais NOIR
Quand j'ai grandi, j'étais NOIR
Quand je vais au soleil, je suis NOIR
Quand j'ai froid, je suis NOIR
Quand j'ai peur, je suis NOIR
Quand je suis malade, je suis NOIR
Quand je mourrai, je serai NOIR

Tandis que toi, homme blanc

Quand tu es né, tu étais ROSE
Quand tu as grandi, tu étais BLANC
Quand tu vas au soleil, tu es ROUGE
Quand tu as froid, tu es BLEU
Quand tu as peur, tu es VERT
Quand tu es malade, tu es JAUNE
Quand tu mourras, tu seras GRIS

Et après ça, tu as le toupet de m'appeler
"HOMME DE COULEUR".

Anonyme



Association CHARONNE
LA BOUTIQUE
84-86, rue Philippe de Girard
75018 PARIS - 01.46.07.94.84

LA TERRASSE
Centre d'Accueil et de Soins
222bis, 224, rue Marcadet
75018 PARIS - 01.42.26.03.12

BORÉAL
64 ter, rue de Meaux
75019 PARIS - 01.42.45.16.43

MEDECINS DU MONDE
62 bis, avenue Parmentier
75011 PARIS - 01.43.14.81.61

HORIZONS
Femmes et Enfants
210, rue du Fbg-Saint-Denis
75010 PARIS - 01.42.09.84.84

ASUD
(Auto Support des Usagers de
Drogues)
23, rue du Château-Landon
75010 PARIS - 01.53.26.26.58

Centre Médical MARMOTTAN
17-19, rue d'Armaillé
75017 PARIS - 01.45.74.00.04

Centre CASSINI
Hôpital Cochin
8bis, rue Cassini
75014 PARIS - 01.42.34.16.97

AIDES
247, rue de Belleville
75019 PARIS - 01.44.52.00.00

CRIPS
Centre Régional d'Information et
de Prévention du SIDA
192, rue Lecourbe
75015 PARIS - 01.53.68.88.88

SOS DROGUE INTERNATIONAL
3 bis, cité Bergère de l'Ouest
75009 PARIS - 01.42.46.13.10

MEDECINS SANS FRONTIERE
54, rue de Liebnitz
75018 PARIS - 01.42.28.54.54

B I B L I O G R A P H I E

"CLANDESTINE"

Anne TRISTAN

Collection: Au vif

EDITION: Stock

*En décembre, une femme débarque à
l'Aéroport de Roissy-en-France.*

*Elle est sans-papiers ne parle pas français
et demande asile.*

"LA MISERE DU MONDE"

Pierre BOURDIEU

Collection: Libre Examen

Edition: Le Seuil

*Une série de petites nouvelles racontent
la souffrance dont la vérité est dite par
ceux qui la vivent.*

"L'EXCLUSION: l'état des savoirs"

Serge PAUGAM

Collection: Texte à l'appui

Edition: La Découverte

*Une conception de l'exclusion à travers
les approches complémentaires de
l'histoire, de la philosophie, de la
sociologie, de la psychologie sociale, du
droit et de l'économie.*

"LE TRAVAIL SOCIAL PIEGE?"

Véronique GUIENNE

Collection: Logiques Sociales

Edition: L'Harmattan

*Qu'est-ce-que le travail social?
Réflexion sur les possibilités de sortir
d'une logique sociale qui se situe entre
intégration et exclusion.*

Drogues Info Service
05 23 13 13

Sida Info Service
05 36 66 36

Nouvelle numérotation
France Telecom

18 octobre - 23 h

Drogues Info Service
0 800 23 13 13

Sida Info Service
0 800 840 840

La rédaction de ce journal est un travail collectif

Le groupe Journal ALTER EGO est ouvert à tous, vous y êtes donc les bienvenus

Ont participé à ce numéro :

Magali, Cécile, Henri, Abdellah, Magali M., Leïla, Alain, Maryse, Noëlle, Ewa, Nathalie, Tony, Aline, Jean-Paul, Agnès.

Illustration : Jean-François BERRY

Coordination : Yves BLANC

Mise en pages : Michel NEYRENEUF

Imprimerie : I D G - 4 bis rue d'Oran - PARIS 18

Les textes et illustrations contenus dans ce journal n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Quand vous fermez une porte au sida, ne le laissez pas entrer par une autre.



**seringue
neuve**

**à chaque injection
sans la partager.**



préservatif

**à chaque
rapport sexuel.**

Préservatif et seringue neufs : deux moyens indissociables pour vous protéger du virus du sida (VIH), des maladies sexuellement transmissibles (MST) et des hépatites. Pour en parler, Drogues Info Service au 0 800 23 13 13 et Sida Info Service au 0 800 840 800 (appel anonyme, confidentiel et gratuit).

Protégez-vous du sida. Protégez les autres.

Comité Français d'Éducation pour la Santé **CFES**

 **l'Assurance Maladie**
sécurité sociale

CETTE CAMPAGNE DE PRÉVENTION ET D'INFORMATION EST RÉALISÉE À L'INITIATIVE DU ► **MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES-
SECRETARIAT D'ÉTAT À LA SANTÉ ET À LA SÉCURITÉ SOCIALE.**

Les dommages provoqués par les drogues sont encore plus graves depuis l'apparition du sida.